

Recherches sociographiques



Gérard BOULET et Jean-François PAYETTE (dirs), *Le nationalisme repensé. Essai d'ontologie critique*, Presses de l'Université du Québec, 2007.

Serge Cantin

Volume 49, numéro 3, septembre-décembre 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/019883ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/019883ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Cantin, S. (2008). Compte rendu de [Gérard BOULET et Jean-François PAYETTE (dirs), *Le nationalisme repensé. Essai d'ontologie critique*, Presses de l'Université du Québec, 2007.] *Recherches sociographiques*, 49(3), 557-559.
<https://doi.org/10.7202/019883ar>

de *L'Action nationale* et celui du *Devoir* s'écartent finalement, mais chacun continue son travail respectif, jusqu'alors conjoint, de rénovation du nationalisme canadien-français.

Penser la nation illustre à merveille comment l'évolution du mouvement nationaliste a contribué à l'autonomisation de la fonction d'intellectuel. Ces penseurs ont en effet sondé, puis interprété la modernisation rapide de leur société, et ce faisant, ils ont ébauché une pensée originale répondant aux exigences de leur temps. L'ouvrage montre que loin d'être engoncés dans la « question nationale », ils ont trouvé en elle le motif de leur indépendance de pensée et l'obligation de préparer l'avenir.

Sylvie LACOMBE

Département de sociologie,
Université Laval.
sylvie.lacombe@soc.ulaval.ca

Gérard BOULET et Jean-François PAYETTE (dirs), *Le nationalisme repensé. Essai d'ontologie critique*, Presses de l'Université du Québec, 2007.

Que dire d'un livre qui n'aurait jamais dû être édité ? Voilà qui est plutôt embêtant, surtout quand on s'est engagé, sur la seule foi de son titre, à en faire le compte rendu. Allons-y donc. Quel est le propos de cet essai d'à peine 150 pages ? Tout simplement « d'élaborer une théorie ontologique universelle, formalisée et achevée de cette forme sociopolitique et historique singulière qu'est le phénomène 'nationalisme' » (p. 1). Rien de moins ! Mais qui peut bien revendiquer un projet aussi ambitieux, aussi « universel » ? La quatrième de couverture nous apprend que l'un des auteurs est titulaire d'une maîtrise en philosophie politique et l'autre, doctorant en science politique. Ce qui a de quoi susciter d'entrée de jeu une certaine perplexité chez le lecteur. Mais poursuivons la lecture. Que trouve-t-on dans les cinq premières pages qui forment l'introduction ? Une suite d'anathèmes. La condamnation sans appel, avant tout examen, de toutes les théories passées ou présentes du *nationalisme* (que les auteurs confondent du reste d'un bout à l'autre avec le concept de *nation*). « Nous répudierons également tous ces modes pseudo-scientifiques d'aperception des phénomènes [...]. En outre, nous condamnerons sans rémission [...] Enfin, nous nous insurgerons avec détermination et force conviction [...] » (p. 2 et 3). Et ainsi de suite.

Convaincus d'être en possession de « la théorie ontologique universelle » du nationalisme, les auteurs procèdent par oukases et pétitions de principe, une rhétorique ampoulée faisant office d'argumentation. Un seul exemple suffira pour décourager la lecture :

« En définitive, il ne faut jamais renoncer (contre Comte et contre Kant), malgré toutes les formes radicales de critique qu'il ne faut pas avoir peur d'affronter, à accéder à la substance nouménale des choses, ni à parvenir à développer une authentique théorie formelle et achevée devant nous restituer aussi bien les noumènes que les apparitions phénoménales de l'objet – distinction qui n'est d'ailleurs valable que du point de vue analytique et qui perd toute consistance à mesure qu'on évolue vers un échafaudage théorétique capable de s'assimiler l'idéalité d'essence de la concrétion de l'objet réfléchi » (p. 4).

On reste sidéré par un tel charabia, par une kyrielle de phrases aussi creuses que celle-là, des phrases qui font parfois plus d'une vingtaine de lignes et que l'on croirait tirées d'un bêtisier des sciences humaines. Usant d'un vocabulaire philosophique qu'ils ne maîtrisent pas, les deux auteurs ne cherchent manifestement qu'à en mettre plein la vue au lecteur. Sauf que le manège est tellement grossier que personne ne peut s'y laisser prendre, sauf les auteurs eux-mêmes.

La première partie de l'essai, intitulée pompeusement « Prolégomènes et fondements », propose « un modèle théorique central » du nationalisme largement inspiré de René Girard. Si l'on comprend bien (ce n'est pas certain), le nationalisme (la nation ?) serait, en tant que produit d'une érosion du religieux sacrificiel, un phénomène globalement positif dans la mesure où il offre une solution antisacrificielle au problème du vivre ensemble. Reste que l'érosion du sacrificiel-religieux – dont le judéo-christianisme serait le grand responsable – aurait en même temps donné naissance à de nouveaux modes de fusion et de participation qui représenteraient autant de régressions vers « des mondes barbares et sacrificiels » (p. 39). Les auteurs évoquent bien sûr le national-socialisme allemand, « tentative infernale pour régénérer l'osmose collective primordiale (osmose hallucinée) » (p. 31). Sans que l'on sache trop comment, ce genre de régression serait impossible dans la société québécoise, en vertu de l'« hyper-immanence » de son « état de civilisation » (p. 39) ! Nous serions plutôt guettés au Québec par le danger de perdre le lien nationaliste. Le quatrième et dernier chapitre de la première partie propose en une dizaine de pages pour le moins elliptiques une nouvelle « sociologie du nationalisme » où sont cités pêle-mêle Hegel, Marx, Weber, Durkheim, Comte, Tönnies, Parsons, Veblen, Baudrillard, Bourdieu, Foucault, Maffesoli, etc.

Dans la deuxième partie, qui se veut « empirique », les auteurs prétendent « illustrer la puissance explicative et intégrative de [leur] grille théorique » en l'appliquant (chapitre 5) au « cas Québec/Canada » et (chapitre 6) à d'autres cas, en l'occurrence le cas anglais, le cas français et le cas états-unien. Dans le cas du Québec, il ressort que celui-ci vit depuis une décennie « dans une forme de 'stagnation métaphysique' » (p. 122). En conclusion, les auteurs croient « sincèrement avoir tenu parole [...] et réussi le défi » qu'ils s'étaient lancé, à savoir « produire une théorie universelle et achevée [...] du phénomène du 'nationalisme' » (p. 143).

Faut-il en rire ou en pleurer ? Qui est à blâmer ici ? Moins les auteurs eux-mêmes, nous semble-t-il, que l'éditeur qui a cautionné de son nom un tel grimoire,

en confortant deux rhéteurs dans l'illusion qu'ils sont de grands théoriciens. Ce qui est leur rendre un bien mauvais service.

Serge CANTIN

Département de philosophie,
Université du Québec à Trois-Rivières.
serge.cantin@uqtr.ca

Roberto PERIN, *Ignace de Montréal. Artisan d'une identité nationale*, Montréal, Boréal, 2008.

Longtemps présenté, avec Maurice Duplessis et Lionel Groulx, comme l'une des figures emblématiques de la « grande noirceur », Ignace Bourget est l'objet d'une monographie qui raconte les combats du deuxième évêque de Montréal dans un contexte difficile, marqué par l'échec des rébellions et l'Acte d'Union, ainsi que par des bouleversements sociaux et économiques sans précédent. Roberto Perin, dès son introduction, met cartes sur table : il souhaite réhabiliter le personnage, montrer que son nationalisme n'eut rien de « chauvin » ou de « totalitaire », et qu'au contraire, il suscita « un généreux sentiment d'ambition, de dynamisme et de confiance dans l'avenir » (p. 266). En créant une série d'institutions sociales et éducatives, à Montréal, dans ce qui allait devenir le cœur économique du Canada, en fondant des paroisses qui allaient accueillir les hordes de paysans canadiens-français déçus, en se faisant le partisan d'une foi plus intensément vécue qui aurait provoqué une véritable « révolution culturelle » selon Perin, Bourget aurait ressoudé les liens d'une communauté nationale désœuvrée, en proie au pessimisme et à l'esprit d'abandon. Sans contredit, Perin brosse un portrait élogieux du prélat montréalais qui, grâce à son leadership, à son dévouement, à son travail patient et à sa ténacité, aurait été le grand artisan de la survivance canadienne-française et, par sa défense acharnée des libertés de l'Église, un défenseur avant-gardiste de l'autonomisme québécois. Cet ouvrage, faut-il toutefois préciser, n'a rien d'un panégyrique, cette recherche étant fondée sur un travail méticuleux en archives. Comme dans sa précédente monographie consacrée à la diplomatie vaticane au Canada, Roberto Perin, grâce à sa maîtrise de l'italien, a su exploiter avec brio les archives romaines, ce qui permet d'éclairer certaines facettes moins connues de l'histoire de l'Église catholique au Québec.

Parmi ces facettes, il y a celle d'une lutte féroce qui opposera M^{gr} Bourget aux Sulpiciens lorsque viendra le temps de fonder de nouvelles paroisses dans une métropole montréalaise en pleine expansion. À première vue, l'enjeu semble strictement légal. Les nouvelles paroisses « canoniques », fondées unilatéralement par